



Communiqué de presse

L'intersyndicale des finances publiques de Haute-Loire dénonce les 7 suppressions d'emplois programmées pour l'année 2023. Celles-ci vont encore dégrader les services de la DDFIP de Haute-Loire, déjà mis à mal par les suppressions passées, et la déstructuration du réseau de proximité à travers ce que notre direction générale a appelé pudiquement le « nouveau réseau de proximité ».

Moins de personnels, pour répondre à plus de sollicitation du public, cela dégrade encore plus les conditions de travail, mais aussi la qualité du service rendu aux usagers. Cela contribue aussi à la disparition du service public, en particulier dans le milieu rural et dans les villes moyennes.

Nationalement, ce sont 850 emplois supprimés dans les finances publiques. La Direction Générale se félicite du nombre peu élevé de suppressions cette année. Cependant, les finances publiques restent le premier contributeur d'emplois supprimés dans la fonction publique d'état. Depuis 2010, ce sont près de 25 000 emplois supprimés au sein de la DGFIP.

Pour la Direction Générale, l'objectif est simple : gagner toujours et encore plus des « gains de productivité », en réformant à tout-va, en introduisant « l'intelligence artificielle » en lieu et place des agents, en déstructurant le réseau et en supprimant des missions.

Cela a pour conséquence de fragiliser les équipes et les agents, les condamnant à faire plus avec moins de personnels et de moyens. Cela condamne le contribuable à bénéficier d'un service public au rabais.

Les services tournent à flux tendu, les personnels sont épuisés et à bout. Les suppressions successives d'emplois, avec en parallèle les nombreuses déstructurations de services, conduisent de plus en plus d'agents à être mis en arrêt pour fatigue psychologique et nerveuse.

Si les agents payent le prix des restructurations et suppressions d'emplois, les usagers en payent aussi les conséquences : temps d'attente à l'accueil augmenté, difficulté croissante pour joindre par téléphone les services, délais d'instruction et de réponse qui s'allongent....

Suite à la destruction des instances de dialogue social dans notre administration, via la loi de transformation de la fonction publique, les représentants des personnels des finances publiques 43 ont décidé en intersyndicale de dialoguer avec la Direction locale des Finances Publiques pour dénoncer collectivement :

- la destruction massive du service public spécialisé et au service du contribuable après la suppression massive des trésoreries de proximité en janvier 2022 !

- le transfert des charges vers le contribuable, via des obligations déclaratives informatisées (non sens dans nos Départements ruraux) !
- les suppressions d'emplois sous couvert d'économies pour le contribuable !
- le jeu des chaises musicales que subissent les personnels des Finances Publiques à travers ces réformes successives !

Parce que nos collègues et les contribuables méritent mieux que ce service public au rabais, nous demanderons, et exigerons le retrait de ce projet de suppression d'emplois en Haute-Loire pour 2023 !

Le service public est au service des citoyens, et à ce titre doit être préservé. Les agents de la fonction publique, et particulièrement les agents des finances, n'ont pas à subir la politique de réduction des dépenses publiques.

Un état sans services publics est un état qui court à sa perte.

Il est temps de mettre en place une vraie politique de recrutement d'emplois statutaires pour que les missions de services publics puissent être réalisées et rendues aux usagers dans de bonnes conditions.

Il serait grand temps que nos dirigeants entendent que le service public et plus largement la fonction publique se meurent !